

LA CELLULE D'AUDIT de la SWL en sursis

▶ Le secteur a fait l'objet d'une profonde réorganisation, la transparence a été renforcée



▶ Le Carolo entend interpellier à ce sujet le ministre de tutelle, Paul Furlan (PS). © ALEXIS HAULOT

▶ Dans le logement public wallon, les affaires ont laissé des traces. Le secteur a fait l'objet d'une profonde réorganisation, la transparence a été renforcée, comme les contrôles.

Pourtant, la cellule d'audit de la SWL (Société wallonne du logement) à l'origine de la mise au jour des graves dysfonctionnements de la Carolorégienne se voit purement et simplement "menacée de disparition", selon le député d'opposition Philippe Knaepen (Mouvement réformateur).

Élargir le périmètre de contrôle à l'ensemble des acteurs du logement wallon

Le Carolo entend interpellier à ce sujet le ministre de tutelle, Paul Furlan (Parti socialiste), "qui ne semble pas avoir une bonne maîtrise de ce dossier sensible".

FLASH-BACK: sous la précédente majorité régionale, le ministre Jean-Marc Nollet (Écolo) organise le transfert de la cellule audit de la SWL à la DGO4, la direction générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Énergie (DGO4) du service public de Wallonie.

Objectif: élargir le périmètre de contrôle à l'ensemble des acteurs du logement wallon, c'est à dire les agences immobilières sociales, le crédit social et le fonds du logement. Jusque là,

seules les sociétés locales d'habitations étaient concernées.

Si ce projet va dans le sens de l'ouverture, il en est autrement de sa mise en oeuvre sur le terrain. Selon Knaepen, "l'ancienne cellule d'audit de la SWL ne compte plus que cinq agents, dont son manager qui sera admis à la retraite le 31 décembre. Détachements de personnel au cabinet du ministre Furlan, promotions, changements d'affectation, démission: le cadre s'est réduit considérablement. Bref, amputée de la moitié de ses effectifs, elle n'est plus en mesure de remplir sa mission".

POUR LUI, "seuls les suivis d'audit sont encore assurés, l'équipe n'a plus les moyens d'ouvrir de nouveaux dossiers. Un grand pas en arrière là où il faudrait continuer à aller de l'avant".

Volonté politique d'en finir avec les contrôles, ou manque de maîtrise de la situation? La question est posée dans un rapport confidentiel de la direction de l'Audit que nous avons pu lire.

L'inquiétude y est réelle. Chez Furlan, on assure vouloir sauvegarder l'activité. Mais on fait également état d'un projet de réorganisation de l'audit au sein du SPW, un projet dans les mains du ministre de la Fonction publique et des Finances, Christophe Lacroix (PS). Il est question en effet de regrouper les cellules de contrôle au sein d'un pool audit.

Le cabinet Furlan promet la clarté à court terme. À ce stade, rien n'est encore définitivement établi.

D. A.